La grande transformation de l'agriculture française sous l'œil du sociologue

A sociologist's perspective of the important changes in French agriculture

Marcel Jollivet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2098>

DOI : 10.4000/economierurale.2098

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 26-29

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Marcel Jollivet, « La grande transformation de l'agriculture française sous l'œil du sociologue », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2098> ; DOI : 10.4000/economierurale.2098

La grande transformation de l'agriculture française sous l'œil du sociologue

Marcel JOLLIVET

Directeur de recherche émérite, (CNRS)

L'agriculture a été profondément bouleversée dans la seconde moitié du xx^e siècle. Ce changement profond a non seulement remis en cause les méthodes de production agricole mais aussi la structure des exploitations familiales, la mentalité paysanne et la présence de l'État dans l'appareil productif. Après avoir exposé ces grandes mutations, Marcel Jollivet analyse le temps des incertitudes, celui durant lequel des problèmes économiques et des préoccupations sociétales surviennent. C'est aussi le temps des défis liés à la mondialisation d'où l'auteur tire une série d'interrogations relevant du vaste domaine que couvre l'agriculture. Pour y répondre, le regard du sociologue se pose à tous les niveaux : du global au local, du producteur au consommateur. C'est ainsi que pourra être mis en évidence les enjeux liés à l'extrême diversité du monde agricole et rural.

La souvent été dit que l'agriculture française avait plus changé dans les deux décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale que dans les deux siècles qui l'avaient précédée. Que peut-on dire de ce point de vue si l'on s'en tient à la seconde moitié du xx^e siècle, que nous venons de parcourir, puis de quitter ?

Les années des grandes mutations

À la Libération, contrairement à celles de l'industrie qui sont à peu près totalement à reconstruire, les bases productives de l'agriculture française sont encore en place. Mais, en apportant sa bouffée de « modernité », la guerre a montré combien elles dataient. Or, l'agriculture, qui représente une des bases de l'économie du pays, est pressée de contribuer efficacement et rapidement à l'effort de reconstruction nationale. L'État, à travers le Plan, y introduit donc tous les ingrédients (et, en particulier, la mécanisation) susceptibles d'accélérer sa « modernisation ». C'est la production céréalière qui est la première concernée. Elle trouve là l'occasion

de consolider la rente de situation que lui confèrent les règles en vigueur du marché administré du blé. Les céréaliers – ceux que l'on désigne comme « la grosse culture » – ont d'ailleurs la mainmise sur les organisations professionnelles agricoles et régissent les rapports de la « profession » avec l'État. Ce qui est très utile, car l'effort de modernisation est alors une volonté de celui-ci. Il convient donc de le contrôler. Mais il est plus admis que porté par le mouvement professionnel.

Vient ensuite le temps où, au contraire, celui-ci va non seulement l'assumer, mais le promouvoir, et même en revendiquer la direction. C'est que de nouvelles couches sociales en ont pris les commandes. Les Jeunes Agriculteurs représentent les gros bataillons de l'agriculture que sont les exploitants familiaux. À travers eux, ce sont les éleveurs (en fait, les polyculteurs-éleveurs) qui sortent de l'ombre dans laquelle les maintenaient les céréaliers. Trop heureuse de trouver un relais au sein même de la population agricole pour mener la

politique qui correspond à ses objectifs généraux de modernisation de l'appareil productif français, la v^e République fait sienne la politique agricole, largement en rupture avec la précédente, que prônent ces nouvelles couches paysannes. S'ouvre alors la période des grands chambardements.

Sous le couvert du généreux slogan du « *Progrès pour tous* », la politique de « réforme des structures » crée les conditions d'une sélection drastique des exploitations familiales. Conduite au nom de la solidarité professionnelle, inventant et utilisant des formes d'action coopératives effectivement originales, sa mise en œuvre directe par la minorité dirigeante n'en conduit pas moins progressivement à une résurgence exacerbée de l'« individualisme agraire », fondé sur l'échange marchand cette fois, le plus pur. Auréolée de l'idéologie du « paysan » devenant « agriculteur », puis de l'« agriculteur » devenant « chef d'entreprise », cette épopée saluée de tous côtés comme le symbole de la mort du paysan (routinier, bien sûr) transforme en fait les exploitants familiaux en « ouvriers spécialisés » (OS), dans le meilleur des cas en « ouvriers qualifiés » (OQ) des productions animales. Ce sont des travailleurs effectivement de plus en plus spécialisés (le système de polyculture-élevage explose) et de plus en plus qualifiés (les innovations dans les techniques de production se multiplient), mais des OS quand même, de plus en plus assujettis aux industries et aux structures commerciales dont dépendent leurs approvisionnements et leurs débouchés ; et ce, au moment précisément où celles-ci entrent dans un véritable processus accéléré d'accumulation de capital. Qui plus est, des OS en autogestion, c'est-à-dire possédant les outils d'exploitation de leur propre travail et de celui de leur ménage, voire de leur famille étendue.

En un peu plus d'une décennie, c'est une véritable métamorphose de la paysannerie qui se produit. Il n'est donc pas étonnant que cette période ait aussi été placée sous le signe des forts conflits sociaux en son sein.

Cette métamorphose consistant en une adaptation rapide des exploitations familiales aux exigences de l'économie française et se traduisant, de ce fait, par leur intégration plus poussée à la logique capitaliste de cette dernière, ces conflits découvrent le langage et les formes des luttes ouvrières modernes. Mais les formes particulières que prend cette intégration (en particulier la propriété formelle des moyens de production et le caractère familial du travail) et le rejet par les jeunes agriculteurs modernisés de l'image du salariat, leur volonté au contraire d'affirmer leur autonomie de travailleur qui les conduit à s'identifier comme des chefs d'entreprise, font que cette découverte tourne court.

Le temps des incertitudes

Vient ensuite le temps des incertitudes. Cela se passe en deux étapes qui se renforcent l'une l'autre et qui découlent toutes deux des contradictions engendrées par le processus de modernisation.

Cela commence par des problèmes économiques liés à la « surproduction ». La mise au pas des exploitations accroît rapidement les volumes de production. Bon an, mal an, chacune à son tour, toutes les productions sont touchées, mais c'est le « fleuve blanc » (le lait) qui défie la chronique. Les formules sophistiquées visant à « réguler » les marchés se multiplient. Le marché européen, un moment un recours, finit lui-même par montrer ses limites. Il faut se résoudre aux quotas (laitiers), puis à la jachère obligatoire. Le coût de la politique agricole commune devient l'objet d'un débat. Il est vrai que, si l'on considère que plus de la moitié du revenu des agriculteurs provient régulièrement des aides publiques, l'agriculture est en fait un secteur de l'économie semi-public : « socialisé », pourrait-on dire. Le choix initial, qui a été de faire des chefs d'exploitation des soi-disant « chefs d'entreprise » mais en maintenant les marchés agricoles dans le domaine de l'économie

administrée, atteint ses limites : le « producteur » va devoir affronter les « lois du marché », avec toutes les conséquences de la concurrence que cela suppose.

Et puis, l'agriculture est rejointe par tout un ensemble de préoccupations extra-économiques. Productrice de matière première pour l'alimentation, elle a très tôt à faire face aux répercussions des techniques modernes de production qu'elle met en œuvre sur la qualité des aliments. Puis se posent les questions concernant la gestion des ressources naturelles qu'elle utilise ou perturbe. Dépendant des sols et de l'eau, elle doit de plus en plus prendre conscience qu'elle a une responsabilité particulière dans les usages qu'elle en fait et dans le maintien de leur qualité. C'est par l'eau que cela commence. Mais, bien que moins médiatisées, les interrogations se font aussi récurrentes sur les sols. Activité portant par excellence sur le vivant, elle est au cœur du débat sur la conservation de la biodiversité, tant cultivée que sauvage. Côté changement climatique, elle est cernée aussi bien en amont (par sa contribution, directe ou indirecte, à l'augmentation de l'effet de serre) qu'en aval (par les conséquences qu'elle a à attendre du réchauffement envisagé). Ainsi, les formes que prend l'activité agricole soumise au capitalisme en remettent en cause les bases mêmes. Dans tous les cas, les pratiques techniques incriminées sont celles qui étaient considérées comme les indicateurs par excellence d'une agriculture moderne, et donc d'une technicité scientifiquement et économiquement fondée et progressiste. Les conséquences réelles de celle-ci conduisent à s'interroger sur les processus qui gouvernent les innovations techniques dans une logique capitaliste.

De ce survol, on peut conclure que le capitalisme a su gérer, en évitant une remise en cause réellement susceptible de

l'ébranler, la mutation des formes de mobilisation de la force de travail que sa modernisation rendait nécessaire dans un pays à forte tradition paysanne au milieu du *xx^e* siècle. On notera en passant que cela s'est fait dans les trois décennies qui correspondent aux Trente Glorieuses ; ce qui n'est bien sûr pas un hasard. L'élargissement progressif de l'Europe a d'ailleurs permis par la suite la généralisation de cette même mutation à l'ensemble de l'Europe continentale.

Pour une sociologie multiscalaire

Ceci dit, les effets sur les prix des produits agricoles de la phase actuelle de la mondialisation vont sensiblement changer la donne. Cela pourrait-il conduire à des transformations plus radicales encore des structures de production ? Cela pourrait-il aller jusqu'à une irruption généralisée des capitaux financiers dans un domaine jusqu'à maintenant considéré comme insuffisamment lucratif ? La question est ouverte. Il se trouve qu'elle se pose en même temps que celle du modèle technique susceptible de répondre aux enjeux nouveaux. On est donc pour l'instant face à une contradiction fondamentale entre la nécessité de répondre à une demande fortement croissante en produits agricoles et celle de ménager le capital naturel. Ceci se traduit par un écart de plus en plus grand entre les différentes options de « développement » : d'un côté, une « agriculture de proximité », de l'autre l'informatique embarquée et les OGM. Parler d'« agriculture intensivement verte » est un beau slogan, mais laisse entière la question de savoir comment un mode de production fondé sur la notion de profit peut se l'appropriier.

*

* *

Comment, à l'intérieur de ce mode de production, ces exigences contradictoires se composeront-elles ? Quelles structures de production, quels systèmes techniques de production, quelles innovations – sociales aussi bien que techniques –, quelles politiques viseront à les prendre en charge ? De quelles façons ? En réalisant quels compromis ? Et avec quelles conséquences ?

Le sociologue qui s'intéresse à l'agriculture doit savoir inscrire ses analyses au cœur de ce nœud de questions tant elles polarisent tout le champ du social auquel il se réfère. Il doit pour cela couvrir tout ce champ, du laboratoire au consommateur et au militant écologiste en passant par les différentes catégories d'agriculteurs, car tous ces acteurs interagissent et tout se joue dans les rapports de force qui commandent ces interactions. Il doit considérer l'extrême diversité des options techniques, économiques, sociales, politiques qui s'ouvrent face aux incertitudes, car c'est le choix de telle ou telle d'entre elles qui est l'enjeu et qui est déter-

minant : il est par conséquent essentiel d'en comprendre les raisons. Dans cet examen, il doit se situer à tous les niveaux : de celui des multinationales à celui de l'acteur local, car c'est ainsi qu'il peut mettre en évidence les formes de dépendance et les marges d'autonomie des uns et des autres. Il lui revient d'identifier les recompositions majeures qui s'amorcent dans ce paysage complexe, de repérer et de caractériser les acteurs sociaux collectifs, tant privés que publics, qui les portent, de comprendre les fondements, tant économiques que sociaux et politiques, de leurs démarches, d'analyser les moyens qu'ils utilisent et les stratégies qu'ils déploient pour réaliser leurs projets. C'est ainsi qu'il pourra comprendre les processus sociaux à l'œuvre, ce qui les explique, les antagonismes qu'ils traduisent et qu'ils produisent ; ainsi qu'il pourra mettre en évidence les enjeux de société qu'ils recouvrent. ■

Le titre et les intertitres sont de la rédaction.